

■ Edito

Il y a urgence, selon les médias, à ne rien faire, urgence à laisser le MEDEF se faire le marionnettiste du gouvernement en matière de retraites. C'est ce discours de fatalité que nous recevons béatement chaque jour et pourtant quel est l'enjeu ? Rien moins que l'avenir de notre société ! Travailler plus, gagner moins et se débrouiller pour que les fonds de pension règlent notre avenir (faisons donc confiance à la Bourse et aux marchés et oublions Enron). La gauche n'en dit pas plus. Chômeurs, précaires, étudiants, quels seront les fruits de la solidarité qui vous reviendront quand l'Etat se retirera du jeu ? Rien ! 40 ans, 42 ans, plus encore. Allons-y : travaillons, travaillons jusqu'à que la mort nous rattrape, nous le devons, nous devons être dans la norme sociale. Chirac, Juppé, Raffarin, Fillion, Dellevoie et les agents de Seillière nous y poussent, comme jadis Balladur. Jetés dehors à 50 ans, mais obligés de se tuer au travail, quel curieux paradoxe... Aujourd'hui 30% pour les salaires, 70% pour le capital, là et uniquement là se trouve le noeud du problème. La démographie, le vieillissement et la croissance ne sont que des leurres, c'est le libéralisme et la course au profit qui sont les véritables moteurs de cette réforme qu'on veut nous faire avaler en catimini avant l'été. Attac 78 Nord prend le taureau du patronat par les cornes et sera sur le terrain jusqu'au vote de cette loi scélérate (voir pages suivantes). Public ringardisé, privé brimé, tous dans la rue le 13 mai et que le mouvement aille crescendo (souvenez-vous de 1995)... Il y a urgence !

Véronique Varalli



78 Nord passe à l'Attac

Bulletin d'information du comité local
ATTAC 78 NORD - N° 12 - mai 2003

■ Retraites, un enjeu de société

L'avenir des retraites

Le soir de la réunion mensuelle du mardi 8 avril, Patrick lance la discussion : la situation est grave, mais pas encore désespérée. Y a le feu, c'est sûr, mais nos retraites ne sont pas encore tombées dans le lac. On est juste au bord... Ecoutez la radio ! Regardez la télé ! Les néo-libéraux y jettent des millions pour nous la faire belle ! Les compagnies d'assurances et les spéculateurs se lèchent déjà les babines en convoitant la manne de nos couvertures sociales. Ne sommes-nous pas déjà en retard ? Encore trop de divergences ? Pouvons-nous encore mobiliser le secteur privé, malgré la pression des patrons ? Et Raffarin la veut, sa réforme, cadeau pour les néo-libéraux du MEDEF, avant le bouquet final du feu d'artifice du 14 juillet !

Il y a urgence !!! Réagir maintenant !!!

Le groupe "Retraites", Youevna, Jean-Claude, Michel, Patrick et d'autres, propose de créer des groupes "Action" à Conflans, Mantes, Saint-Germain-en-Laye ou Marly, pour aller au contact des citoyens, engager le débat et les inciter à agir. Pourquoi pas installer des stands : la démonstration avec la table à encoller et la banderole de Guy (qui, pour cette première tentative ne tient pas debout) est improvisée. Cela va être amélioré !

Pas d'hésitation, la moitié du groupe présent part dans la bagarre ! La discussion est vive pour oui ou non se coordonner avec les syndicats : "Allons, c'est Attac qui va trouver les citoyens !", "Le temps de se concerter et ce sera Noël !" "Oui, mais les syndicats, c'est la légitimité !" "Ce sont eux qui montent au front des manifs et des négociations à venir !" Donc, Attac 78 Nord informera les syndicats locaux des actions décidées, un pas vers plus de coordination à l'avenir.

Les volontaires se réunissent le mercredi 16 avril pour des actions en mai, en juin... A suivre...

Michel Pelloie

Les retraites au cœur de la mondialisation libérale

L'OMC et l'AGCS, la Banque mondiale, le FMI et tous les chantres de la mondialisation libérale sont dans l'offensive et lancent leurs colonnes infernales de chars pour désécuriser les emplois en laminant les acquis sociaux, pour abaisser le pouvoir d'achat, pour désolidariser les salariés ! Après cela, la main d'œuvre sera une pâte malléable, disent-ils. Ecoutez le FMI : "Le système des retraites par répartition peut déprimer l'épargne nationale parce qu'il crée la sécurité dans le corps social". Alors que le pessimisme ambiant inciterait à baisser les bras, l'optimisme commande de relever la tête, surtout après la mobilisation réussie du 3 avril !

Qui disait : "Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer" ?

Qui dit : "Pas de problème, notre comité local ne laissera pas passer le train de l'avenir des retraites mais jouera son rôle d'information populaire tournée vers l'action !" ? C'est le cheminot qui parle !

N'hésitez pas à nous rejoindre, tous les volontaires sont les bienvenus car les bras nous manquent et le temps nous est compté. Nous prévoyons d'ouvrir le débat avec nos concitoyens sur des lieux publics encore à définir (marchés, etc.) et de recueillir des signatures pour une pétition qui sera adressée aux ministres des Affaires sociales et de la Fonction publique, avec copie à l'ensemble des élus, de la presse, des syndicats et des associations de notre zone géographique.

Patrick Vachon

Contact - Patrick Vachon : 01 39 72 59 86 - 78nord@attac.org (mail du comité local)

Les travailleurs face aux risques de la mondialisation libérale !

Exposer les salariés aux risques de l'économie capitaliste, à savoir : au chômage, à la flexibilité de l'emploi, à la précarité, aux temps partiels non choisis, en fait à tous les moyens de coercition possibles contre les travailleurs, contre les revendications salariales pour de meilleures conditions de travail, pour de moindres risques d'accident ou de maladies professionnelles. C'est s'assurer un monde de gouvernement des hommes et des femmes d'une grande efficacité uniquement pour les entreprises. En particulier, le NAIRU (Non accelerating inflation rate of unemployment ou taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation) que les capitalistes veulent maintenir au-dessus de 9 % de chômage pour faire pression sur toutes les revendications des travailleurs. (J. Nikonoff, La comédie des fonds de pension, Arléa pages 44 à 50)

La maîtrise des risques de la part des salariés, c'est, ce fut, la mutualisation des moyens de pallier les risques individuels en leur opposant la lutte collective et solidaire.

Pas étonnant que les libéraux veulent éliminer en les privatisant : la sécurité sociale, les mutuelles, tous moyens collectifs de défense des travailleurs contre les exactions du capitalisme.

Ce dernier a une capacité d'adaptation à toutes les évolutions de la société en mettant à son service les sciences humaines de manipulation des opinions pour les persuader qu'il est la solution et qu'il n'y a pas d'alternative. L'histoire du mouvement ouvrier malgré ses dérives inhérentes à tout mouvement humain a vu les générations qui nous ont précédé faire face, FAIRE FACE parfois en prenant les plus grands risques. Les fusillés du mur des Fédérés, les canuts de Lyon, les morts des rues Transnonain et Beaubourg et combien d'autres nous ont laissé un héritage que nous considérons comme acquis. IL FAUT LE DEFENDRE CAR RIEN N'EST JAMAIS DEFINITIVEMENT ACQUIS. La preuve, ce qui nous vivons aujourd'hui : une mondialisation mise au service du capital, celui-ci étant fin et non moyen et donc dévoyé de la fonction de service à toute l'humanité.

Pour la mondialisation libérale : "Tout est à vendre !". Et, bien, NON ! Le monde n'est pas à vendre ! Vous, nous, toi et moi NON PLUS !

Le signe des deux mains et des deux pieds.

Jean Chaudieu

■ Dans ce numéro...

Edito	1
Dossier : Les retraites	1/2
Mémons nous de ce qui nous regarde	3
L'eau & réunion du 24/04.....	3
De la guerre comme Second souffle de l'économie américaine	4
Brèves et Calendriers	4

Comité de rédaction :

Michel Pelloie (01 39 58 66 67)

michel.pelloie@wanadoo.fr

Pascal Varalli (01 39 70 50 61)

pascal.varalli@noos.fr

Olivier Salerno (06 18 47 02 54)

olivier.salerno@club-internet.fr

Ont également participé à ce numéro :

Annette Blampin, Jean Chaudieu,

Lucette Guibert, Gerty

Krzywkowski, Jean-Pierre Mon

Patrick Vachon, Véronique Varalli



attac

Retraites : un enjeu de société

Les retraites - répartition-capitalisation : un enjeu de société, ce document édité en mai 1999 concrétisait la première étude entreprise par le tout jeune Comité local 78 Nord.

Les divers rapports gouvernementaux mettaient à l'époque l'accent sur la nécessité d'une retraite par capitalisation. Il semble que les avatars de la Bourse aient, quand même, quelque peu refroidi l'enthousiasme des politiques vis à vis de la capitalisation. En bref, la différence entre répartition et capitalisation avait été lumineusement résumée par Manu : " Dans le système actuel, avec la répartition, j'entretiens mon grand-père tandis que dans le système par capitalisation mon grand-père pousse mon entreprise à me foutre dehors ".

Quel que soit le système de retraites, répartition, capitalisation ou mélange des deux, les richesses réelles que les retraités consommeront demain avec leur pension devront être prélevées sur la production disponible à ce moment-là. Ces richesses sont produites à l'aide du capital physique (machines, brevets, ...) et du travail des actifs. Elles permettent de financer les impôts et autres cotisations, les salaires et les revenus du capital. La somme de ces trois éléments est directement fonction des richesses produites mais c'est la politique qui décide de la répartition entre ces trois directions.

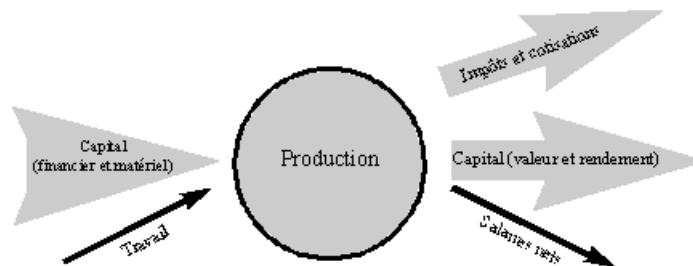
Dans ces conditions, se laisser entraîner dans des discussions sur le nombre d'actifs ou d'heures travaillées*, même quand il s'agit de productifs, alors que le seul chiffre qui compte est celui de la production ? Si la production augmente, peu importe que moins de gens travaillent et qu'ils travaillent moins ! (A condition bien sûr que cette richesse croissante ne soit pas répartie de façon de plus en plus inégalitaire, profitant seulement à quelques-uns pendant que diminue la masse des salaires et que s'accroissent le chômage et la clientèle des "restos du cœur".)

Avec dix fois plus d'agriculteurs travaillant bien davantage, on avait jadis des famines, alors qu'aujourd'hui l'on exporte. Pourquoi faudrait-il travailler plus dans l'agriculture, quand on bute sur des problèmes de surproduction, avec à la clé le versement de primes pour détruire les excédents ou une politique de dumping qui ruine les paysans du Tiers-Monde ? C'est la même chose dans tous les domaines. Et parce qu'en dehors de quelques industries bien connues fabriquant des matériels de destruction et qui, elles, se portent bien, de nombreux emplois disparaissent, faut-il en recréer à tout prix en fabriquant n'importe quoi, par exemple d'autres matériels de destruction, ou des tas de gadgets inutiles pour les gens, leurs chiens et leurs chats ?

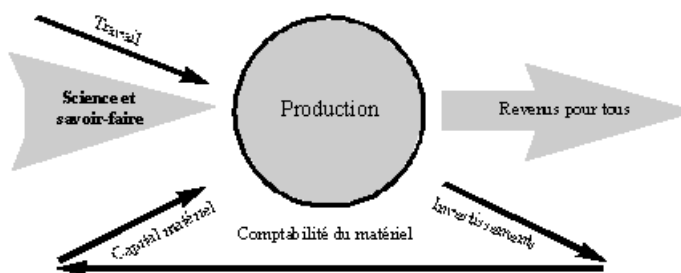
Selon les critères actuels de la droite ou du Medef, les conditions idéales pour les retraites, ce sont celles qui existaient il y a 150

ans : les gens travaillaient jusqu'à leur mort, parfois depuis l'âge de 8 ans, aux environs de 15 heures par jour (c'est ce qu'indique un ouvrage publié en 1840 par le Dr Villermé) et 6 jours par semaine, sans autre jour de repos que les fêtes religieuses. Et pourtant point de retraites ! Les arguments du patronat n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui et ils avaient quelque valeur à une époque où, sans l'aide des machines, le travail humain était certes trop peu productif. Mais pourquoi maintenant vouloir nous empêcher de profiter tous du progrès ?

Le processus de financiarisation de l'économie auquel nous assistons dans lequel les impôts (donc les services publics) et les salaires sont réduits et deviennent des "charges" qualifiées d'intolérables est représenté par le schéma suivant :



Pour que les progrès techniques entraînent un véritable progrès humain, il faut, au contraire, pousser plus loin la logique de solidarité et organiser la répartition non seulement des retraites mais aussi celle des revenus, c'est à dire procéder à une répartition équitable des richesses produites. Ce que l'on peut schématiser comme suit :



On ne confond plus dans une même comptabilité les hommes et le matériel ! Il n'y a plus de chômage mais du temps libéré tout au long de la vie pour participer aux activités citoyennes, au développement de la culture, de l'éducation, de la recherche et des loisirs ?...

* - Les lecteurs souhaitant avoir des précisions chiffrées peuvent se référer aux transparents de J.M. Haribey, Les retraites en fiches, en chiffres et en friches, utilisés lors de ses sessions de formation de formateurs sur les retraites.

Indécrottables :

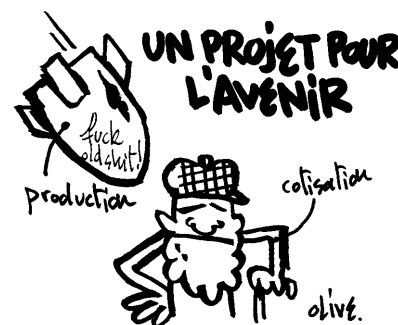
Le rapport de l'OCDE du 5/12/03, "Contribution d'une retraite plus tardive à la croissance et à l'emploi", estime que les pays industrialisés doivent autoriser ceux qui le désirent à prendre leur retraite plus tardivement et supprimer les incitations à un départ anticipé. Le relèvement de l'âge de la retraite aurait le double avantage d'augmenter "le niveau de la production et par conséquent d'accroître les ressources disponibles pour la consommation" et d'atténuer "le fardeau du vieillissement" sur les budgets publics.

Selon l'OCDE, les dispositifs de retraites anticipées mis en place ces dernières années dans un certain nombre de pays (dont la France) sont particulièrement "inadaptés et obsolètes ; ce sont des "distorsions" qui pénalisent d'autant plus l'économie que les travailleurs considérés comme âgés (au delà de 50 ou 55 ans) sont de plus en plus nombreux."

C'est le programme déjà engagé par le gouvernement Raffarin, sous l'impulsion du Medef.

Mais on peut se demander comment ces beaux esprits espèrent faire baisser le chômage, qui est leur objectif prioritaire, disent-ils, en faisant travailler plus de gens plus longtemps. À les lire on pourrait aussi croire que les rayons de nos marchés super, hyper et autres sont complètement vides et que la consommation est moribonde. Ou ils n'ont vraiment rien compris, ou ils se foutent de nous !

Jean-Pierre Mon



■ Mêlons-nous de ce qui nous regarde !

La France est un pays démocratique ! Mais de quelle démocratie s'agit-il ?

L'abstention, la réforme du scrutin régional et du scrutin européen, la régionalisation aboutissent à créer l'équivalent d'une démocratie censitaire. À condition de comprendre les enjeux malgré l'absence d'informations et d'être d'accord avec les deux grands partis (qui ne sont pas toujours en désaccord) nous serons représentés. Pour les autres, il restera la rue pour se faire entendre...

L'abstention contre la démocratie

Désintérêt. La participation aux différentes élections dépend du type d'élections ; et plus les enjeux semblent éloignés de la vie courante, plus l'abstention est forte. Les charcutages et remodelages des circonscriptions qui ont pour but de sous-représenter l'électorat populaire accentuent ce désintérêt. De plus, on a changé plusieurs fois de mode de scrutin ces dernières années.

Démoralisation. L'amoralité des sphères politiques conduit à l'écœurement : " tous pourris et tous menteurs ". Et ne pas voter signifie que l'on n'est pas dupe d'un jeu truqué. Mais ne votant pas on laisse le champ libre aux " pourris " et " aux menteurs ".

Démobilisation. Puisque " tout se passe à Bruxelles " et que les États paraissent, de fait, déstitués par les engagements pris par leurs prédécesseurs, la marge de manœuvre paraît encore plus étroite pour influencer l'avenir.

Délégation de pouvoir. Si la démocratie se réduit à voter pour un candidat qui n'a qu'un programme suffisamment vague pour ne pas le suivre, la désillusion est certaine et les lendemains déchantent.

Etre citoyen, c'est se sentir membre d'une communauté dont on peut influencer l'avenir.

Sont exclus de fait tous ceux qui n'ont pas d'avenir pour eux-mêmes.

Sont exclus tous ceux qui vivent et travaillent dans notre pays, mais n'ont pas le droit de vote.

Sont exclus ceux qui sont gardés dans l'ignorance de leur pouvoir de décider. Le rôle de l'école laïque et républicaine est de forger le sentiment d'appartenance à une même communauté nationale. Force est de constater qu'elle reproduit et aggrave les clivages sociaux. Le service militaire avait aussi ce rôle : nous avons maintenant une armée de métier.

Sont exclus ceux des quartiers ghettos malmenés par la pauvreté, révoltés par la politique sécuritaire et qui ne sont plus représentés.

Sont exclus ceux qui croient que faire de la politique c'est un métier, que seuls des experts ou ceux de " la France d'en haut " en sont capables.

La réforme du scrutin régional contre la représentativité de tous

Accouchée aux forceps du " 49-3 ", le 17 février, cette réforme des scrutins institutionnalise le bipartisme (PS et UMP) aux élections régionales et européennes :

Réforme du scrutin régional : les conseillers régionaux sont élus pour 6 ans, le seuil de qualification pour le second tour est de 10% des électeurs inscrits. Auparavant, il était de 5%. Ce seuil élimine toutes les formations qui ne pourront pas fusionner ou se maintenir au second tour.

L'exaspération de ne pouvoir se faire entendre ne risque-t'il pas d'accroître encore le risque d'actions violentes ?

La réforme du scrutin européen contre la cohérence nationale

Réforme du scrutin européen : la circonscription nationale est divisée en 8 circonscriptions



interrégionales (plusieurs régions) qui éliront entre 3 et 14 députés en fonction de l'importance de leur population (72 élus au total). Le suffrage est direct par scrutin de liste, à la proportionnelle. Auparavant, les élus européens étaient élus sur une liste nationale et ils étaient 87 ; mais il a fallu faire de la place pour les élus des nouveaux pays européens.

Ce redécoupage casse la cohérence nationale. Notre pays devient un ensemble de super-régions en concurrence entre elles, dans un cadre européen dominé par les règles de l'OMC.

La décentralisation contre la solidarité

Le gouvernement prétend rapprocher les centres de décision des citoyens. En fait, il se décharge de ses prérogatives pour des secteurs tels que l'enseignement, les transports, la santé, ... Certaines régions sont plus riches que d'autres, plus peuplées. Qu'en sera-t-il de l'égalité des droits ?

Les services publics permettent d'offrir les mêmes prestations à tous les citoyens. Pensez-vous qu'il en sera de même quand les règles de la concurrence libérale seront appliquées à nos super-régions et les services publics réduits à néant ?

Quelle démocratie européenne ?

Le monopole de l'initiative législative appartient aux Commissaires de la Commission européenne. Les commissaires ne sont pas élus, ce sont des experts désignés par les gouvernements pour leurs connaissances et leur volonté de créer un espace économique débarrassé de toutes contraintes freinant le libre échange. La Commission est aussi l'organisme exécutif de l'Union européenne.

Les députés européens ont le pouvoir législatif partagé avec le conseil de l'Union européenne (les ministres). Les députés ne peuvent que donner des avis et proposer des amendements aux projets de la Commission européenne ; et le rôle des ministres est d'adopter une position commune aux différents pays.

Les pouvoirs législatif et exécutif sont confiés à une même entité inféodée au pouvoir économique. Est-ce cela la démocratie ?

Mêlons-nous de ce qui nous regarde !

Toutes ces réformes sont cohérentes et visent à laisser le plus de liberté possible.....aux marchés, pas aux citoyens.

Plus de nation, mais des super-régions avec des élus européens moins nombreux et aux pouvoirs limités. Et des élus issus de deux grandes coalitions monolithiques et incapables d'intégrer toutes critiques ou d'offrir une alternative. Et des citoyens non représentés parce que considérés comme imprésentables. Est-ce cela la démocratie ?

Alors, ne tirons plus sur les élus ! Surveillons-les ! Demandons-leur des comptes !

Leurs interventions sont disponibles aux adresses : www.europarl.eu.int pour l'Europe et <http://www.assemblee-nat.fr>, <http://www.senat.fr>, pour la France.

Aidons-les ! Les rapports sont disponibles sur les sites du gouvernement : exemple pour la santé au site <http://www.sante.gouv.fr>.

Alors, ayons confiance en nous ! A plusieurs on comprend mieux ce qui se passe et on peut faire passer l'information.

Imaginons autre chose

Mêlons-nous de ce qui nous regarde, faisons de la politique.

Lucette Guibert

■ L'accès à l'eau, première révolution du 21^e siècle

SANS eau, pas de vie, il n'est pas besoin d'être Sbiologiste pour le savoir. Et pourtant cette évidence se heurte à la réalité des chiffres : plus d'un milliard quatre cents millions d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable, et plus de deux milliards à des services sanitaires. Or si rien de structurel n'est fait pour renverser l'état actuel, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable s'élèvera à plus de trois milliards en 2020-25, lorsque la population mondiale avoisinera les huit milliards. Ajoutez à cela que les réserves mondiales en eau s'épuisent et que, selon l'Unicef, en raison des pressions accrues sur cette précieuse ressource, on évoque de plus en plus la possibilité de conflits transfrontaliers, voire de guerres.

Face à ces perspectives, la réponse des dirigeants actuels, c'est à dire les groupes politiques au pouvoir depuis une vingtaine d'années, le monde économique et financier, les milieux technoscientifiques, les média des grands groupes privés mondiaux de l'information et de la communication (à quelques exceptions près), cette réponse est : l'eau doit être traitée comme un bien économique, ce qui revient à dire que l'accès à l'eau ne sera plus considéré comme un droit, mais comme une fonction du marché.

Or, en tant que source de vie fondamentale et non substituable de l'écosystème Terre, l'eau doit être considérée comme un bien commun patrimonial de l'humanité et des autres espèces vivantes.

L'eau appartient aux habitants de la Terre

Elle ne peut faire l'objet d'une appropriation privée. L'expérience de la privatisation de l'eau (en Grande-Bretagne, Bolivie, Afrique du Sud, Ghana, Argentine etc.) montre que l'objectif principal du secteur privé n'est pas la qualité des services d'eau ou l'accès pour tous à l'eau, mais le degré de rentabilité au capital.

Un plan mondial est possible pour empêcher ce futur intolérable. L'Association pour le Contrat Mondial de l'Eau (ACME) fait des propositions en ce sens dans le " Manifeste de l'eau, le droit de tous à la vie " (1) et la Commission des droits de l'homme vient par ailleurs de publier un document (2) consacrant le droit à l'eau et la responsabilité des Etats à garantir ce droit.

Dans les lignes qui suivent, nous citons pour l'essentiel Riccardo Petrella, professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique), membre du Conseil scientifique d'Attac et Conseiller à la Commission européenne.

(1) *Association pour le contrat mondial de l'eau, c/o France Liberté, fondation Danielle Mitterrand, 22, rue de Milan, 75009 Paris, tél. 01 53 25 10 40, télécopie 01 48 74 01 26,*

contact@acme-eau.com

www.acme-eau.com

(2) *à compléter*

Annette Blampin et Gerty Krzykowski

Jeudi 24 avril aux Mureaux, Yvelines Nord organisait le débat " L'Eau! A quel prix ? ". Jean-Luc Touly conseiller scientifique ATTAC et président de l'ACME et Marc Laimé, auteur du Dossier de l'eau, pénurie, pollution, corruption n'y sont pas allés de main morte pour dénoncer les pratiques et les magouilles des transnationales Vivendi, Suez, Bouygues ... et démontrent que la facture de l'utilisateur peut être réduite par la ré-appropriation de l'eau douce par les citoyens et les élus. C'est vrai quoi, l'eau bien commun de l'humanité n'est pas une marchandise !

■ De la guerre comme second souffle de l'économie américaine

IRAK, 20 mars 2003, les premiers B52 bombardent Bagdad. Pendant ce temps quelques sociétés américaines se préparent à la reconstruction du pays. Quel bel opportunisme ! Nous reconnaissons bien là l'esprit ultra-libéral des Etats-Unis... Sauf que si nous observons l'affaire d'un peu plus près, force est de constater que tout cela relève d'un plan structuré de long terme. Une fois la guerre finie, les affaires commenceront.

On pense, bien sur, au pétrole, à cet or noir que l'Irak possède en son sol, et que les USA veulent s'approprier. Cela, tout le monde le sait, mais ce n'est pas l'essentiel !

La mondialisation libérale oblige à ce qu'une administration occidentale (aujourd'hui nous parlons des Etats-Unis, mais qui dit que la vieille Europe n'a pas les mêmes ambitions ailleurs ?) se taille par la force un empire sur la planète, c'est une question de vie ou de mort. L'économie américaine est à bout de souffle et son libéralisme connaît ses limites. Les thèses d'Attac et des altermondialistes se vérifient quotidiennement. Bourse chancelante, fraudes (Enron, WorldCom...) chômage, montée en puissance d'une morale religieuse répressive, dette, etc. Les Etats-Unis n'avaient qu'une solution pour ne pas s'effondrer de l'intérieur : une croisade armée contre un ennemi désigné depuis des années : l'Irak de Saddam Hussein, vrai dictateur mais faux danger pour les USA, avec ses prétendues armes de destruction massive et sa proximité avec Israël. Conditionner un peuple par médias interposés à plébisciter une guerre sous prétexte d'une lutte du bien contre le mal - le bien étant, bien entendu, la puissance américaine, exemple pour le monde entier mais KO debout (?) par les attentats du 11 septembre - fut chose aisée pour Bush et les faucons de son équipe (la pire réunion de conservateurs affairistes et obscurantistes que ce pays ait connu depuis les administrations Nixon il y a 30 ans, avec, entre autres, le Vietnam et le Chili en 1973, Reagan et son Irangate ou Bush senior et la 1^{re} guerre du Golfe. Le mur est tombé, il était impératif de trouver d'autres "choléros"). G.W. Bush a fait débloquer 75 milliards de dollars pour finir "sa" guerre par un congrès aux ordres, mais ce sont, pour l'heure, 900 milliards de dollars que se partageront les sociétés US en Irak*. Les calculs sont vite faits et ce ne sont pas les protestations de plus en plus polies d'un Chirac ou d'un Schröder qui feront trembler les "rois du pétrole" texans et les tenants de l'industrie militaire. Qui, ici, ramassera les miettes de la reconstruction ? (Que dire aussi de Poutine et du drame tchétchène ?)

La guerre en Irak, après le prologue Afghan, est la première étape d'une série d'intrusions illégales dans la légitimité d'autres pays convoités par les USA dans leur stratégie économico-impérialiste : Syrie, Iran, Corée du nord... On aimerait bien entendre l'ONU ces jours-ci...

C'est contre ce néo-colonialisme qui ne se cache même plus qu'il nous faut lutter aujourd'hui. Plus que les manifestations et les interpellations d'élus, il nous faut créer un réseau mondial, un front planétaire du refus. Les mouvements altermondialistes doivent tout faire pour que les peuples, épidermiquement anti-guerre, refusent qu'en leur nom les penseurs de la droite extrême US et les dirigeants néo-libéraux les conduisent à une catastrophe irrémédiable.



Prochaine étape pour la guerre : Damas ? Prochaine étape pour nous : Le G8 à Evian. Ce sommet sera surréaliste, Bush et "baby" Blair seront-ils accueillis comme des voyous ou comme les sauveurs de la civilisation ? A nous de faire passer le message dans le bon sens. (Rejoignez nos collectifs toujours très actifs, Achères, Conflans, Les Mureaux, Mantes)....

Pascal Varalli

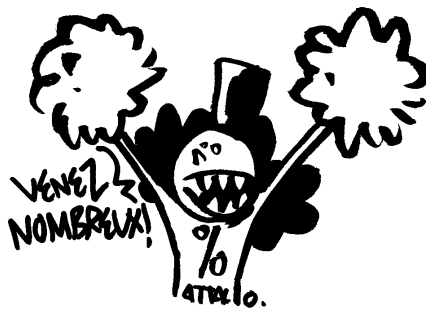
* *Entre autres : International Ressources Group, logistique, 7,1 millions de dollars, Halliburton, énergie, dirigé jusqu'en 2000 par Dick Cheney l'actuel vice-président, etc.*

■ Retraites

**Mardi 20 mai 2003 - 20h30 -
Salle SRV, 24 av. Paul-Raoul -
78130 Les Mureaux**

**Débat sur le thème :
L'avenir des retraites, un choix
de société : Attac se mobilise !**

(Ou comment démontrer que les arguments qui nous sont apportés en faveur d'une retraite par capitalisation sont fallacieux et qu'il est indispensable de maintenir le système par répartition).



**■ Nos prochaines
réunions :
Mercredi 14 mai 2003
20h30 - Salle SRV, 24 av.
Paul-Raoul - 78130
Les Mureaux**

**Mardi 10 juin 2003
ASSEMBLEE GENERALE
20h30 - Maison de quartier
de fin-d'Oise, 25 avenue du
Maréchal Galliéni - 78700
Conflans-Sainte-Honorine**

■ Clefs de contact

Houilles

NOUS sommes heureux de vous annoncer la naissance du " groupe local Ville de Houilles ". Ce groupe de proximité, antenne de notre comité local, permettra aux adhérents de cette ville qui ne peuvent, pour des questions de distance, assister à nos réunions mensuelles de participer plus activement à nos activités. Nous vous tiendrons régulièrement informés des travaux de ce groupe qui nous servira de " pilote " afin d'envisager la mise en place de groupes de ce type dans d'autres localités.

**Contact : Martine Bertrand-Ramirez - Tél :
01 39 57 89 58 - mail : familiaramirez@club-
internet.fr**

Des sous !

Nous sommes déjà en mai, eh oui, le temps passe vite ! Avez-vous pensé à régler votre cotisation ? N'oubliez pas que notre assemblée générale se tiendra en juin (le 10 à 20h30, Maison de quartier de Fin-d'Oise à Conflans) et que, pour pouvoir voter, vous devez vous être acquitté de votre cotisation nationale (à envoyer à Chantilly) ainsi que de votre cotisation locale (5 €) à envoyer à notre adresse (6 avenue Jean-Moulin - 78570 Andrésy). D'avance, merci.

Internet

Vous n'êtes pas sans savoir que les frais postaux sont notre premier poste de dépenses. Si vous recevez cette lettre par courrier et que vous disposez d'un email (ou si ce dernier a changé), merci de nous le communiquer (veronique.varalli@noos.fr). Outre la réalisation de substantielles économies, vous nous permettez ainsi de vous faire parvenir d'une part cette publication (une fois tous les deux mois), d'autre part quelques informations locales (dates de réunions mensuelles, réunions publiques, etc.) représentant au maximum deux ou trois messages par mois.

Véronique Varalli